

Résolution

Ce qu'il faut à présent, c'est plus de formation, une meilleure sécurité sociale et des revenus équitables

Le recul constant des infections au Covid, les assouplissements décidés et ceux attendus apportent, à temps pour l'été, un sentiment bienvenu de retour à la normalité. Certes, les mesures d'hygiène et plans de protection continueront de s'appliquer, mais le quotidien professionnel se normalisera dans bien des domaines. Il y a de bonnes chances pour que les employé-e-s ne dépendent bientôt plus des indemnités de chômage partiels et qu'ils/elles puissent à nouveau toucher leur revenu habituel. Et les personnes en recherche d'emploi peuvent espérer en trouver un.

Après le Covid, le virus du libéralisme ?

Les perspectives sont encourageantes, au grand soulagement de nombreux salarié-e-s. Si seulement elles n'étaient pas assombries par les sempiternelles revendications néolibérales éculées et nauséabondes! Prétendant les dépenses liées au Covid et le rejet de l'accord cadre, elles prônent à nouveau la sape de la protection de la santé des travailleurs et travailleuses, par une prolongation du temps de travail, une réduction des temps de repos et une flexibilité encore accrue des horaires, qui tendent vers une atteignabilité 24h/24. En parallèle, les assurances sociales sont à dessein maintenues dans la pénurie. Au lieu de renforcer le filet de sécurité social, on prétend – au prétexte d'une AVS déficitaire – augmenter l'âge de la retraite des femmes – et sans doute bientôt celui des hommes.

Ce ne sont que deux exemples tirés des revendications du patronat et des partis de droite qui représentent sans vergogne les intérêts des personnes fortunées, lesquelles ont pour la plupart traversé la crise sans dommage, lorsqu'elles n'en n'ont pas bénéficié. Au contraire des personnes aux conditions de travail précaires, avec un bas revenu, qui souffrent particulièrement des conséquences de la crise du Covid. Et c'est justement à leurs dépens, que la relance économique doit se faire, selon l'adage «il ne faut jamais gaspiller une bonne crise».

Pour une répartition équitable, en faveur des salarié-e-s

Syna émet par conséquent les revendications suivantes:

- Au lieu de découper des trous dans les filets de sécurité sociaux, il convient au contraire d'en resserrer les mailles, par un financement solide et solidaire. Notre organisation faïtière démontre avec [la transversale de Travail.Suisse](#), qu'un financement durable de l'AVS, entre autres avec des bénéfices de la Banque Nationale, permettrait **de ne pas augmenter l'âge de la retraite pour les femmes**.
- De nombreuses prévisions annoncent une forte reprise de l'économie. Les salarié-e-s doivent eux aussi bénéficier de cette amélioration! Avec des emplois sûrs, des conditions de travail progressistes, et par des **augmentations salariales trop longtemps attendues, surtout pour les personnes ayant des bas salaires**, particulièrement touchées par la crise du Covid.

Assemblée des délégué-e-s Syna du 19 juin 2021

- Au lieu de réduire continuellement les prestations de service public à cause d'une concurrence fiscale ruineuse, il faut **fixer un taux d'imposition minimal aux grandes entreprises et aux grandes fortunes, qui contribueront ainsi à une politique visant au bien commun**. Cela apporterait par exemple une meilleure conciliation entre vie professionnelle et familiale ou permettrait au secteur de la santé de ne pas avoir à s'assainir aux dépens de son personnel et des patient-e-s.
- La crise du Covid a révélé l'importance de la formation continue pour éviter que les salarié-e-s ne soient les grands perdants de la mutation structurelle. Il convient par conséquent d'élargir les prestations de l'assurance chômage et de les rendre durables, pour **accorder aux personnes en recherche d'emploi plus de temps et d'argent pour des formations de base et continues**, au lieu de les condamner à des emplois précaires.

Informations supplémentaires:

[Arno Kerst](#), président Syna, 079 598 67 70